



**CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°16-2021-051

PUBLIÉ LE 2 JUIN 2021

# Sommaire

## **Préfecture de la Charente / Service de Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

16-2021-06-02-00003 - Arrêté portant prorogation de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 mettant en place des mesures complémentaires pour faire face à l'évolution de la situation épidémique et à la propagation du virus Covid 19 dans le département de la Charente dans le cadre de l'Etat d'urgence sanitaire (2 pages)	Page 3
16-2021-06-02-00001 - Arrêté prorogeant l'arrêté du 19 mai 2021 imposant le port du masque dans certains secteurs de la commune d'Angoulême du 20 mai au 30 juin 2021 (2 pages)	Page 6
16-2021-06-02-00002 - Arrêté prorogeant l'arrêté du 19 mai 2021 imposant le port du masque dans certains secteurs de la commune de Cognac du 20 mai au 30 juin 2021 (2 pages)	Page 9

Préfecture de la Charente

16-2021-06-02-00003

Arrêté portant prorogation de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 mettant en place des mesures complémentaires pour faire face à l'évolution de la situation épidémique et à la propagation du virus Covid 19 dans le département de la Charente dans le cadre de l'Etat d'urgence sanitaire



**PRÉFÈTE  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ n°**

**portant prorogation de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 mettant en place des mesures complémentaires pour faire face à l'évolution de la situation épidémique et à la propagation du virus Covid-19 dans le département de la Charente dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire**

La préfète de la Charente  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1, L. 3131-8, L.3131-9 et L.3136-1 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire, ensemble la décision n° 2021-819 DC du 31 mai 2021 du Conseil constitutionnel;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Magali DEBATTE, en qualité de Préfète de la Charente ;

**Vu** l'avis de la direction générale de santé de l'agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine du 18 mai 2021;

**Considérant** la poursuite de la circulation du virus SARS Cov-2 sur le département de la Charente ;

**Considérant** qu'afin de maintenir un niveau constant de vigilance, il est nécessaire de prendre des mesures préventives, localement adaptées, poursuivant celles contenues dans l'arrêté du 15 janvier 2021 ;

**Considérant** que la réouverture des commerces à compter du 19 mai 2021 génère une augmentation de la circulation de la population, notamment aux abords des marchés, établissements recevant du public et autour des zones d'attentes de transports en commun ;

**Considérant** que ces mesures ont vocation à maintenir un équilibre permettant la limitation de la propagation du virus covid-19 et la continuité de la vie économique et sociales des habitants du département ;

7-9, rue de la préfecture  
CS 92301 - 16023 ANGOULÊME Cedex  
Tél. : 05.45.97.61.00  
[www.charente.gouv.fr](http://www.charente.gouv.fr)

1/3

**Considérant** que l'entrée en vigueur de la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et du décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire rend nécessaire l'édition d'un nouvel arrêté qui proroge l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 rendant obligatoire le port du masque pour toute personne de onze ans et plus aux abords (dans un rayon de 50 mètres autour du site) des écoles, collèges, lycées, établissements d'enseignement supérieur et tout autre lieu d'enseignement, des stades et enceintes sportives, des gares (ferroviaires et routières), à l'intérieur des abris-bus, ainsi que dans les marchés de plein air, sur les parkings extérieurs et souterrains des grandes et moyennes surfaces et des grandes surfaces spécialisées, est prorogé dans des conditions identiques.

Cette obligation ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

**Article 2** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3** : Le fait de ne pas respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L.3136-1 du code de la santé publique.

**Article 4** : Transmission du présent arrêté sera faite au procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Angoulême.

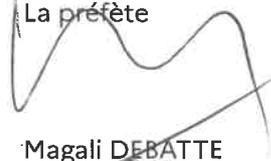
**Article 5** : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant la préfète de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre de l'Intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** : Les sous-préfets d'arrondissement, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise à Mme le procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Angoulême.

Angoulême, le 02 JUIN 2021

La préfète



Magali DEBATTE

Préfecture de la Charente

16-2021-06-02-00001

Arrêté prorogeant l'arrêté du 19 mai 2021  
imposant le port du masque dans certains  
secteurs de la commune d'Angoulême du 20 mai  
au 30 juin 2021

**ARRÊTÉ n°  
prorogeant l'arrêté du 19 mai 2021 imposant le port du masque dans certains secteurs de la  
commune d'Angoulême  
du 20 mai au 30 juin 2021**

La préfète de la Charente  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1, L. 3131-8, L.3131-9 et L.3136-1 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire, ensemble la décision n° 2021-819 DC du 31 mai 2021 du Conseil constitutionnel;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Magali DEBATTE, en qualité de Préfète de la Charente ;

**Vu** l'avis de la direction générale de santé de l'agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine du 18 mai 2021;

**Considérant** qu'afin de ralentir la propagation du virus Covid-19, le ministre des solidarités et de la santé a prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 29 octobre 2020; qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié susvisé, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrière, doivent être observées en tout lieu et toute circonstance et en particulier lors des rassemblements, réunions, activités et déplacements qui ne sont pas interdits; que dans les cas où le port du masque de protection n'est pas prescrit, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire lorsque les circonstances locales l'exigent ;

**Considérant** la poursuite de la circulation du virus SARS Cov-2 sur le département de la Charente ;

**Considérant** qu'afin de maintenir un niveau constant de vigilance, il est nécessaire de prendre des mesures préventives, localement adaptées, poursuivant celles contenues dans l'arrêté du 4 janvier 2021 ;

**Considérant** que l'entrée en vigueur de la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et du décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire rend nécessaire l'édiction d'un nouvel arrêté qui proroge l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 ;

**Considérant** que la réouverture des commerces ainsi que la reprise simultanée des activités en terrasse des débits de boissons et des restaurants génère depuis le 19 mai une forte affluence au sein du centre-ville d'Angoulême ;

**Considérant** le passage en couvre-feu de 21h à 6 h sur l'ensemble du territoire national à compter du 19 mai 2021 ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 imposant le port du masque dans certains secteurs de la commune d'Angoulême du 20 mai au 30 juin 2021 est prorogé dans des conditions identiques.

**Article 2** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3** : Le fait de ne pas respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L.3136-1 du code de la santé publique.

**Article 4** : Transmission du présent arrêté sera faite au procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Angoulême.

**Article 5** : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant la préfète de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre de l'Intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** : La directrice de cabinet de la préfecture, le directeur départemental de la sécurité publique, le maire de la commune d'Angoulême sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angoulême, le 2 JUIN 2021

La préfète

Magali DEBATTE

Préfecture de la Charente

16-2021-06-02-00002

Arrêté prorogeant l'arrêté du 19 mai 2021  
imposant le port du masque dans certains  
secteurs de la commune de Cognac du 20 mai  
au 30 juin 2021

## ARRÊTÉ n°

### prorogeant l'arrêté du 19 mai 2021 imposant le port du masque dans certains secteurs de la commune de Cognac du 20 mai au 30 juin 2021

La préfète de la Charente  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1, L. 3131-8, L.3131-9 et L.3136-1 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire, ensemble la décision n° 2021-819 DC du 31 mai 2021 du Conseil constitutionnel;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Magali DEBATTE, en qualité de Préfète de la Charente;

**Vu** l'avis de la direction générale de santé de l'agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine du 18 mai 2021;

**Vu** l'avis favorable du maire de Cognac;

**Considérant** qu'afin de ralentir la propagation du virus Covid-19, le ministre des solidarités et de la santé a prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 29 octobre 2020; qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié susvisé, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrière, doivent être observées en tout lieu et toute circonstance et en particulier lors des rassemblements, réunions, activités et déplacements qui ne sont pas interdits; que dans les cas où le port du masque de protection n'est pas prescrit, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire lorsque les circonstances locales l'exigent ;

**Considérant** la poursuite de la circulation du virus SARS Cov-2 dans le département de la Charente ;

**Considérant** que l'entrée en vigueur de la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et du décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire rend nécessaire l'édition d'un nouvel arrêté qui proroge l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 ;

**Considérant** que la réouverture des commerces ainsi que la reprise simultanée des activités en terrasse des débits de boissons et des restaurants génère depuis le 19 mai 2021 une forte affluence au sein du centre-ville de Cognac ;

**Considérant** le passage en couvre-feu de 21h à 6 h sur l'ensemble du territoire national à compter du 19 mai 2021 ;

**Considérant** qu'afin de maintenir un niveau constant de vigilance, il est nécessaire de prendre des mesures préventives, localement adaptées, poursuivant celles contenues dans l'arrêté du 4 janvier 2021 ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 imposant le port du masque dans certains secteurs de la commune de Cognac du 20 mai au 30 juin 2021 est prorogé dans des conditions identiques.

**Article 2** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3** : Le fait de ne pas respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L.3136-1 du code de la santé publique.

**Article 4** : Transmission du présent arrêté sera faite au procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Angoulême.

**Article 5** : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant la préfète de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre de l'Intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** : La directrice de cabinet de la préfecture, le sous-préfet de Cognac, le directeur départemental de la sécurité publique, le maire de la commune de Cognac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 7** : La directrice de cabinet de la préfète, le sous-préfet de l'arrondissement Cognac, le directeur départemental de la sécurité publique et le maire de Cognac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angoulême, le – 2 JUIN 2021

La préfète

Magali DEBASSE